

# Comment la définition de l'antisémitisme de l'IHRA est devenue une matraque pro-Israël

## Description

Par Jonathan Cook, le 27 avril 2021

*Une nouvelle étude retrace la campagne de cinq ans menée par des groupes de lobbying pro-Israël et leurs partisans afin de tromper la communauté internationale sur la nature de ce qui a été largement décrit comme l'« étalon-or » de la définition de l'antisémitisme.*



Les réunions plénières de l'IHRA sous présidence canadienne, à Berlin en 2013. (Crédit: Trevor Good)

Une nouvelle étude retrace la campagne de cinq ans menée par des groupes de lobbying pro-Israël et leurs partisans afin de tromper la communauté internationale sur la nature de ce qui a été largement décrit comme l'« étalon-or » de la définition de l'antisémitisme.

Selon un [rapport publié cette semaine](#), la campagne a été si réussie que les partis politiques, la Commission européenne, les parlements européens et des institutions publiques majeures, y compris des universités, ont été trompés.

Ils ont été convaincus que la nouvelle définition de l'antisémitisme est bien plus attendue que les termes adoptés par l'organisme international qui l'a proposée. En conséquence, beaucoup de gouvernements et d'institutions ont conclu à tort que la définition réduit sévèrement ce qui peut être légitimement dit sur Israël.

A ce jour, [la victime la plus connue de cette campagne pour protéger Israël](#) a été Jeremy Corbyn, l'ancien chef de file du parti travailliste britannique. Il a été largement dépeint comme le président d'un parti « institutionnellement antisémite », en grande partie à cause de présentations trompeuses de la définition.

Dans la préface au rapport, Avi Shlaim, professeur émérite à l'université d'Oxford, observe qu'« une définition prévue pour protéger les juifs contre l'antisémitisme a été déformée pour protéger Israël contre des critiques valables qui n'ont rien à voir avec le racisme anti-juif ».

## Bataille sur des exemples

La tromperie, dit le récent rapport, « [The Politics of a Definition](#) » [La politique d'une définition], a été critiquée par le chercheur Jamie Stern-Weiner, a commencé presque dès le moment où

---

l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste [*International Holocaust Remembrance Alliance*, ou IHRA], a adopté une nouvelle « définition de travail » de l'antisémitisme en 2016.

L'IHRA, qui comprend surtout des États membres européens, a pris sa forme actuelle en 2013 ; elle a été mise en place pour garantir l'exactitude historique à propos de l'Holocauste et pour combattre l'antisémitisme. Depuis, sa prétendue « définition internationale » a été adoptée par 29 gouvernements et plusieurs dizaines d'institutions publiques.

La [définition](#) apparaît sur le site web de l'IHRA en deux parties : une définition en deux phrases de la haine des juifs, suivie d'un ensemble de 11 exemples illustratifs, dont sept se réfèrent à Israël. Selon ces exemples, il peut être antisémite d'« étiqueter Israël comme « entreprise raciste » ou d'arguer que, en tant qu'État se déclarant juif, Israël échoue à remplir les conditions d'une démocratie.

Depuis que la définition a été adoptée, il y a eu un débat houleux pour décider si elle entrave la critique d'Israël. Cette bataille a culminé en une guerre civile à l'intérieur du parti travailliste britannique en 2018, quand Corbyn a subi [une attaque concertée d'organisations juives et de critiques](#) à l'intérieur de son propre parti pour ratifier la définition de l'IHRA « dans son intégralité ».

La réticence à adopter tous les exemples a été citée comme preuve de la « crise de l'antisémitisme » sous la direction de Corbyn. Sous pression, le [parti a capitulé et a accepté tous les exemples](#) en septembre 2018.

### « Introduits en fraude dans la définition »

Mais le nouveau rapport montre que, loin de représenter le « consensus » sur l'antisémitisme, comme c'est largement affirmé, les dirigeants de l'IHRA étaient eux-mêmes profondément divisés sur la définition de travail lors de la réunion de 2016 pendant laquelle elle a été adoptée.

De plus, malgré les affirmations contraires de l'IHRA, ses dirigeants ont en fait voté spécifiquement l'exclusion des 11 exemples de la définition. La définition de travail a été restreinte aux deux phrases relatives à la haine des juifs, sans référence à Israël.

Des groupes pro-Israël, soutenus par des responsables de l'IHRA, ont « systématiquement et méthodiquement dénaturé » cette décision depuis, note le rapport. Il conclut que ces tromperies ont été conçues pour « introduire frauduleusement dans la définition de travail des exemples qui peuvent être utilisés pour protéger Israël des critiques ».

Etonnamment, divulgué le rapport, l'IHRA a refusé de répondre aux questions répétées visant à clarifier ce qui était inclus dans la définition de l'antisémitisme adoptée en 2016. Stern-Weiner constate une culture de « secret extrême et d'ambiguïté cultivée » autour de la définition de travail.

Cette conduite semble soutenir les affirmations de ceux qui ont défendu Corbyn, selon qui la question de l'antisémitisme a été efficacement « transformée en arme » contre lui. Corbyn lui-

même là? a suggéré quand il a observé que les inquiétudes sur l'antisémitisme dans le parti travailliste avait été « [exagérées à des fins politiques](#) ».

## De plus grandes ambitions

Mais le combat par les lobbystes pro-Israël afin de créer une nouvelle définition de l'antisémitisme pour l'usage de la communauté internationale a de bien plus grandes ambitions que de causer simplement du tort à Corbyn, comme le suggère le rapport.

Il a [pour objectif de contrecarrer les tentatives](#), particulièrement l'intérieur de l'Union européenne, pour renforcer des positions plus critiques vis-à-vis d'Israël, comme l'étiquetage spécifique des produits des colonies.

La définition se montre déjà [très efficace pour faire pression sur les universités](#) afin qu'elles refusent une tribune aux critiques d'Israël. Des groupes pro-Israël ont fait du [lobbying](#) auprès des États membres de l'Union européenne afin qu'ils coupent les fonds aux universités qui accueillent une « *Apartheid Israel Week* », par exemple.

Le ministre des affaires stratégiques d'Israël et des organisations juives ont appelé les plateformes des réseaux sociaux à [réglementer des contenus](#) sur la base des exemples de l'IHRA.

D'une manière non démocratique, l'adoption de la définition de l'IHRA par le parti travailliste britannique continue de [bloquer sa capacité à discuter de questions importantes relatives à Israël](#), comme un document de prise de position par un groupe israélien de défense des droits humains, en janvier, qui décrivait Israël comme « un régime d'apartheid ».

La définition accroît la pression sur les États européens pour priver les groupes de défense des droits humains de subventions s'ils demandent qu'Israël rende des comptes pour ses mauvais traitements persistants des Palestiniens. Stern-Weiner note que la Commission européenne a incité les États membres à [conditionner les financements à une adhésion aux exemples de l'IHRA](#).

Et la définition sera [probablement utilisée comme arme](#), de manière similaire, si, comme cela semble maintenant plus probable, la Cour pénale internationale décide de commencer à enquêter sur des dirigeants israéliens pour crimes de guerre.

## Un texte coupé en deux

Stern-Weiner a reconstruit les événements qui se sont produits lors de la réunion de 2016 de l'instance de décision de l'IHRA, l'Assemblée plénière, qui a adopté la définition. Les sessions plénières de l'IHRA réunissent deux fois par an les délégations nationales, qui sont souvent présidées par un ambassadeur des pays membres.

Stern-Weiner a été aidé par la fuite d'un document confidentiel, envoyé par un ambassadeur à son propre gouvernement et décrivant la réunion. Des détails contenus dans le compte rendu de l'ambassadeur ont été corroborés séparément par des interviews avec les dirigeants de trois autres pays, ainsi que par des déclarations contemporaines à l'égard de l'IHRA et des observateurs à la réunion.

Signe probable montrant que quel point les questions autour de la définition sont devenues sensibles pour les gouvernements nationaux, particulièrement depuis la campagne destinée à nuire à Corbyn, les dirigeants interviewés ont souhaité rester anonymes.

Le document de l'ambassadeur affirme que l'IHRA n'a atteint un accord sur la définition que quand « le projet de texte original a été coupé en deux » et c'est-à-dire quand la définition de deux phrases a été séparée des exemples. La Suède, le Danemark et l'Irlande semblent avoir été les parties les plus fortement résistantes à l'adoption des exemples.

Cela est reflété dans la [propre communication publique](#) de l'IHRA, qui sépare la définition courte de la haine des juifs en la plaçant dans un encart et en mettant son texte en gras, la divisant physiquement et visuellement des exemples.

Des mails de l'époque, cités par Stern-Weiner, semblent confirmer les comptes rendus de l'ambassadeur et des trois dirigeants, chacun disant que les exemples étaient exclus.

Les mails montrent que peu de temps avant l'adoption de la définition, la formulation a été amendée à partir de ce que les lobbyistes pro-Israël avaient proposé : « Le texte et les exemples qui suivent sont destinés à illustrer quelques-unes des formes que l'antisémitisme peut prendre » pour suggérer que les exemples étaient destinés à guider l'IHRA dans son travail.

En d'autres termes, les exemples étaient vus comme des illustrations, dépendant du contexte, et à usage interne de l'IHRA exclusivement.

## Attaque contre les droits humains

Cependant, les exemples de l'IHRA ont été cités maintes reprises pour intimider et réduire au silence les groupes de défense des droits humains dans leur travail sur Israël, note le rapport. Par exemple, le principal groupe de défense des droits humains d'Israël, B'Tselem, a été [fustigé](#) pour avoir prétendument violé la définition de l'IHRA dans un article de janvier qui décrivait Israël comme un régime d'apartheid gouvernant les Palestiniens.

L'objectif plus large des lobbyistes pro-Israël semble clair : soit de persuader les États européens d'arrêter de financer les groupes de défense des droits humains en quant sur Israël, soit d'intimider la communauté des droits humains pour qu'elle se taise sur Israël par crainte des conséquences financières.

D'une façon ou d'une autre, le lobby pro-Israël gagne. Si examen détaillé et reddition de comptes sont éliminés, Israël peut enraciner davantage l'occupation, étendre ses colonies illégales sur la terre palestinienne, intensifier les violations des droits palestiniens et se préparer à annexer formellement la Cisjordanie.

## La désinformation s'étend

Selon Stern-Weiner, la bureaucratie de l'IHRA a progressivement, en connivence avec les lobbyistes pro-Israël, répandu de fausses informations sur la définition. Aujourd'hui, le site web

de là??IHRA [affirme](#) [Ã tort](#) que la dÃ©finition de travail inclut les exemples, souligne-t-il.



DÃ©claration ministÃ©rielle de lâ??IHRA en 2020, dans laquelle ministres et chefs dâ??organisations internationales ont dÃ©cidÃ© Ã lâ??unanimitÃ© de re-proclamer la DÃ©claration de Stockholm pour son 20e anniversaire. (Credit: IHRA)

En juin 2020, le prÃ©sident de lâ??IHRA [a affirmÃ©](#) : Â« Chaque pays membre soutient le texte de la dÃ©finition de travail dans son intÃ©gralitÃ© â?? le texte Ã lâ??intÃ©rieur de la boÃ®te, et les exemples inclus. Â»

Un [guide](#) publiÃ© conjointement par lâ??IHRA et par la Commission europÃ©enne en janvier dernier rÃ©pÃ©tait aussi cette affirmation erronÃ©e.

Mais des dÃ©clarations antÃ©rieures de lâ??IHRA et de ses dÃ©lÃ©guÃ©s confirment le compte rendu de lâ??ambassadeur et des autres tÃ©moins.

Des mails privÃ©s vus par Stern-Weiner montrent que, peu aprÃ©s la rÃ©union de Bucarest lors de laquelle la dÃ©finition a Ã©tÃ© adoptÃ©e, le ministre des Affaires Ã©trangÃ©res du Danemark a affirmÃ© que Copenhague Â« ne considÃ©rait pas les exemples comme parties intÃ©grantes de la dÃ©finition Â».

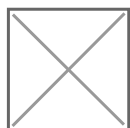
Israël, un des pays ayant rapidement adopté la définition de 2017, [a noté](#) qu'avec la définition de travail, il avait aussi adopté les illustrations accompagnant une reconnaissance visible que les exemples ne faisaient pas partie de la définition de travail.

En septembre 2017, l'Allemagne [a adopté](#) ce qu'elle a appelé une « version étendue » de la définition de travail, qui n'incluait aucun des exemples.

Le même mois, le bureau permanent de l'IHRA a répondu dans un mail à une enquête d'un groupe de défense de la Palestine : « La définition de travail est le texte dans la boîte » autrement, elle n'incluait pas les exemples.

À une réunion de 2018 de l'IHRA, la Suède a demandé que la définition soit distinguée des exemples « dans tous les contextes » une position soutenue par la Slovaquie, exprimant ses réserves sur les exemples et leurs implications sur la liberté d'expression.

### Des motifs de mauvaise foi



Des représentants de 46 gouvernements, y compris 23 chefs d'État, assistant au Forum international de Stockholm sur l'Holocauste, qui s'est tenu en Suède du 27 au 29 janvier 2000, et a conduit à la création de la définition de l'antisémitisme par l'IHRA (Crédit IHRA)

Le rapport examine aussi les motifs de mauvaise foi de ceux qui ont promu la définition originale, bien avant qu'elle en arrive à être adoptée par l'IHRA.

L'élaboration de la définition de l'antisémitisme et des exemples remonte au moins 20 ans et a été menée par des groupes militants pro-Israël déclarés, particulièrement le Comité américain juif (*American Jewish Committee*) et le Centre Simon Wiesenthal. Tous deux ont [cherché agressivement](#) à [assimiler](#) antisémitisme et critique d'Israël.

À partir de 2004, les deux organisations ont mené campagne pour que leur définition et les exemples protégeant Israël soient acceptés par un organisme international crédible. Ils ont aussi brièvement avec le Centre européen de veille sur le racisme et la xénophobie [*European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia*, EUMC], une agence de l'Union européenne. Celui-ci a publié une version préliminaire de la définition sur son site web en 2005, bien qu'il n'ait pas été précisé si les exemples étaient inclus dans la définition.

Mais en 2013, au milieu de critiques grandissantes, la définition a été abandonnée par l'organisme qui a succédé à l'EUMC, l'Agence pour les droits fondamentaux [*Fundamental Rights Agency*]. Le Comité juif américain et le Centre Simon Wiesenthal avaient besoin d'une nouvelle organisation internationale pour insuffler de la crédibilité dans leur définition étendue.

---

Stern-Weiner note que le ministre des Affaires Étrangères d'Israël [a mis toute son influence dans le projet](#), insistant pour que la définition et les exemples « soient introduits dans l'arène internationale avec l'objectif de leur donner un statut juridique ».

## Exemples exclus

Le Centre Simon Wiesenthal a fait une percée significative en recrutant son ambassadeur roumain, Mihnea Constantinescu, alors que la Roumanie se présente praisiblement à l'IHRA en 2016.

Selon la formulation de Stern-Weiner, Constantinescu a accepté de présenter la définition « en tant qu'initiative européenne plutôt que parochialement juive, israélienne ou anglo-américaine ». Au pied levé, elle a été propulsée en avant par une réunion de l'Assemblée plénière de l'IHRA en mai 2016 et adoptée comme « définition de travail juridiquement non contraignante ».

Mais deux choses ont été rapidement occultées par propos de cette réunion.

D'abord, plusieurs pays, particulièrement la Suède et le Danemark, n'étaient pas satisfaits des exemples focalisés sur Israël. L'accord a été atteint seulement en excluant les exemples de la définition. A la place, les exemples ont été adoptés comme « conseil d'orientation » interne pour l'IHRA.

Ensuite, même avec cette restriction de l'IHRA de l'usage des exemples, ils n'ont pas été présentés comme définissant l'antisémitisme, mais comme exemples d'affirmations et de comportements qui pourraient représenter de l'antisémitisme « en prenant en compte le contexte global ».

## Campagne contre Corbyn

C'est seulement à partir de 2018, montre Stern-Weiner, que les responsables de l'IHRA ont commencé à brouiller la décision de 2016, alors même qu'aucune nouvelle discussion n'avait eu lieu sur ce sujet dans l'Assemblée plénière de l'IHRA au cours des deux années suivantes.

Le changement de direction de l'IHRA s'est produit lorsque des organisations juives britanniques ont essayé de [maximiser la pression sur le parti travailliste de Corbyn](#) pour le forcer à abandonner son propre code de conduite sur l'antisémitisme et à adopter les exemples de l'IHRA. En septembre, le parti travailliste a été contraint d'acquiescer.

Plus tard en 2018, le président de l'IHRA, Constantinescu, avait rejoint le Centre Simon Wiesenthal en [affirmant à tort](#) : « Nous pouvons confirmer que la définition elle-même (comme indiqué dans le texte de la définition adoptée) fait partie du document en entier, y compris les exemples ».

En mai, le comité sur l'antisémitisme de l'IHRA a aussi publié une déclaration affirmant de manière erronée que les exemples faisaient partie de la « définition dans son intégralité » et a déclaré l'affaire close « toute discussion supplémentaire », alors

---

même que le comité consultatif n'avait pas l'autorité de réviser la définition adoptée en assemblée plénière ou d'exclure tout débat.

## Vannes ouvertes

Cependant, cela a ouvert les vannes pour que des organisations juives du Royaume-Uni déforment le statut de la définition de travail lorsqu'elles ont commencé à attaquer Corbyn.

La Fondation pour la sécurité collective [Community Security Trust] a affirmé : « La définition est un document unique, mais le parti travailliste la traite comme si elle était en deux parties ! Ce n'est pas une sélection de composants à la carte. L'adapter c'est la rejeter. »

La Campagne contre l'antisémitisme [Campaign against antisemitism] a précisé : « Les exemples ne sont pas de purs conseils optionnels, mais constituent une partie inséparable de la définition elle-même. »

Eric Pickles, un politicien conservateur et chef de la déléguation britannique à l'IHRA, a aussi fait la promotion de la « définition dans son intégralité » comme incluant les exemples, alors même que ceux-ci avaient été exclus par l'Assemblée plénière de l'IHRA.

[https://twitter.com/EricPickles/status/1002141903452823554?ref\\_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Ethe-ihra-antisemitism-definition-became-a-pro-israel-cudgel%2F](https://twitter.com/EricPickles/status/1002141903452823554?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Ethe-ihra-antisemitism-definition-became-a-pro-israel-cudgel%2F)

Au plus fort de l'attaque concertée contre Corbyn, en août 2018, l'IHRA a publié sur son site web une [déclaration](#) des sept délégués du Royaume-Uni qui était présentée comme une « critique accablante » de Corbyn. Les délégués affirmaient : « Toute modification de la définition de l'IHRA qui n'inclut pas la totalité des 11 exemples est plus la définition de l'IHRA. »

Stern-Weiner observe avec finesse : « Ces assertions sont impossibles à concilier, non seulement avec le dossier interne de l'IHRA, mais aussi avec les propres déclarations publiques de l'IHRA. »

## Le linceul du secret

Selon le ministre des Affaires étrangères d'Israël, seulement 10 des 29 États qui ont adopté la définition de l'IHRA ont accepté d'inclure la liste des exemples à un chiffre impossible à vérifier tant donné le linceul du secret autour de cette affaire.

Mais le refus apparent des pays européens à adopter les exemples et le silence des groupes juifs en face de ce rejet racontent leur propre histoire troublante.

L'indignation collective des organisations juives face à la réticence initiale de Corbyn à adopter la définition est maintenant dirigée contre les groupes de défense des droits humains scrutant Israël, les universités qui accueillent des critiques d'Israël et les compagnies de réseaux sociaux qui tolèrent « trop » de discours libre sur Israël.

Les implications du rapport de Stern-Weiner vont bien au-delà de l'exposition des efforts des organisations juives pour faire de l'antisémitisme une arme. Ses recherches soulèvent la

question du degré auquel des organismes supposés experts ont été capturés par des intérêts particuliers cherchant à subvertir le débat public.

La mission au cœur de l'IHRA est de garantir l'exactitude historique sur l'Holocauste et de maintenir la confiance dans les études sur l'Holocauste. Mais l'IHRA a de fait joué sur sa réputation pour faire avancer les objectifs d'un seul État, Israël, et faire taire ses critiques.

L'IHRA a risqué de causer des torts à son travail sur l'Holocauste en établissant cette connivence avec les partisans d'Israël, d'abord en promouvant leur définition hautement controversée de l'antisémitisme et ensuite en faussant la manière dont était représentée la décision de ses propres dirigeants.

Il y a un prix à payer pour des tromperies telles que celle-ci et il se fera sentir alors que la confiance populaire dans les institutions publiques continuent de décliner.

### Jonathan Cook

Jonathan Cook a reçu le prix spécial Martha Gellhorn pour le journalisme. Ses livres les plus récents sont *Israel and the Clash of Civilisations: Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East* (Pluto Press) et *Disappearing Palestine: Israel's Experiments in Human Despair* (Zed Books). Son nouveau site web est [jonathan-cook.net](http://jonathan-cook.net).

Source : [Mondoweiss](http://Mondoweiss)

Traduction CG pour l'Agence Média Palestine

### Tags

1. antisémitisme
2. antisionisme
3. censure
4. controverse
5. définition
6. IHRA

**date créée**  
2021/05/11